

Système métrique

L'érosion de la démocratie se fait aussi sentir dans le rôle que doit jouer le Parlement. Sous le régime du très honorable représentant de Prince-Albert, la période des questions était une occasion pour le gouvernement de rendre honnêtement compte aux représentants du peuple de ses actes, de ses politiques et de la façon dont il dépensait les deniers publics. A cette époque, la période des questions se poursuivait tant qu'un député avait une question utile à poser.

L'opposition de l'époque, c'est-à-dire le gouvernement actuel, a employé la période des questions à démolir le gouvernement de l'époque et à le déloger du pouvoir. Une fois au pouvoir, les libéraux ont compris à quel point la période illimitée de questions constituait une arme efficace pour faire respecter la démocratie. Ils ont donc immédiatement décidé de limiter la durée de la période des questions, réduisant ainsi le risque de s'exposer à toute offensive sérieuse à la Chambre.

Avec le départ de l'ancien premier ministre, M. Pearson, et l'arrivée de l'actuel premier ministre, on a fait un pas de plus pour paralyser l'opposition. On a permis aux ministres de s'absenter de la Chambre deux à trois jours par semaine et on a ainsi réduit encore davantage le droit de l'opposition de sommer les ministres et le gouvernement de rendre compte de leurs actes et de leurs politiques. Le peuple canadien se révolta contre cet état de choses et faillit bien le déloger du pouvoir en 1972. C'est alors que le premier ministre décida de ramener tous ses ministres à la Chambre. Mais ceux-ci ont maintenant pris l'habitude de ne pas répondre ou de ne pas rendre de comptes satisfaisants aux représentants du peuple qui leur posent des questions durant la période réservée à cette fin à la Chambre.

Voici un autre exemple qui concerne l'obligation du gouvernement de rendre des comptes aux contribuables sur la façon dont il dépense leur argent. Avant les changements apportés au Règlement en 1969, le Parlement avait le droit de refuser son approbation au budget des dépenses du gouvernement, lorsque celui-ci ne lui fournissait pas les réponses appropriées sur la façon dont il entendait dépenser l'argent des contribuables. Ce droit, le Parlement l'a perdu. Peut-être pour toujours. Maintenant, le jour dit, le budget des dépenses est adopté automatiquement.

Ce changement a abouti à une hausse accélérée du budget fédéral et à une hausse correspondante des impôts que les Canadiens doivent payer. En seulement huit ou neuf ans, le budget fédéral est passé de 10.8 à 45 milliards de dollars. C'est là l'un des éléments qui, pris isolément, a le plus contribué à accélérer l'inflation chez nous. Comme je l'ai déjà dit, cela constitue une atteinte au droit démocratique qu'a la population d'obtenir que le gouvernement lui rende des comptes sur la façon dont il dépense l'argent que les contribuables ont tant de mal à gagner.

● (1140)

La mesure législative a des répercussions culturelles. Le système de poids et de mesures dont se sert une société est en fait un aspect de sa culture. Si nous nous plaçons de ce point de vue, nous constatons que le gouvernement, au moyen de ce

[M. Yewchuk.]

bill, essaie de changer notre culture. Nous savons d'après les expériences faites en Europe et peut-être ailleurs qu'il ne faut pas faire confiance aux gouvernements lorsqu'ils essaient de changer la culture d'un pays ou d'en contrôler l'évolution. Pour avoir un sens, la culture doit venir de la population même et suivre l'évolution naturelle du pays, compte tenu de certaines libertés et de certains droits dont doivent jouir les individus.

Il me semble que la Chambre, si elle veut vraiment représenter les Canadiens, doit davantage tenir compte des intérêts des agriculteurs dans cette affaire que de ceux de l'industrie de manutention du grain. La conversion au système métrique sera beaucoup plus simple pour cette industrie que pour l'agriculteur, parce que c'est uniquement l'industrie qui fait affaire sur le plan international; alors pourquoi ne la laissons-nous pas adopter le système métrique? Pourquoi imposer la conversion au producteur qui n'est pas directement mêlé au commerce international et à l'exportation de son produit?

Un autre point, à mon avis très important, est le fait que le ministre insiste pour passer des acres aux hectares, comme mesure de superficie. Comme nous n'exporterons pas de terres, nous ne pouvons pas dire que ce changement s'impose aux fins du commerce extérieur.

M. Marchand: Les provinces vont le faire.

M. Yewchuk: En effet, l'Alberta et la Saskatchewan ont déjà présenté une mesure législative. La mesure ontarienne a un caractère très large et la loi de l'Alberta n'a jamais été proclamée; il n'y a que la Saskatchewan, sauf erreur, qui ait, par décret, proclamé l'entrée en vigueur d'une loi semblable à celle que le ministre propose. Néanmoins, si ce n'était du bill à l'étude, je doute fort que les provinces feraient ces changements de leur propre initiative. Aussi, si le ministre essaie de blâmer les provinces d'avoir fait ces changements, il est moins qu'honnête: j'attendais mieux de lui.

M. Marchand: C'est une initiative conjointe.

M. Yewchuk: Je connais le ministre depuis quelque temps déjà. Il est arrivé à la Chambre en même temps que moi, et je ne l'ai jamais vu, dans le passé, se comporter de façon malhonnête. Et voilà maintenant qu'il rejette la responsabilité sur les provinces. Je suis certain qu'il est conscient des remous que crée ce projet de loi. Comme cela le dérange, il essaie de nous faire croire que ce sont les provinces qui sont responsables de ces changements. S'il tient à adopter ce point de vue, cela ne sert à rien de lui parler, pour la bonne raison qu'il ne peut pas comprendre ce que nous essayons d'expliquer et qu'il se défend de jouer un rôle actif dans cette conversion.

M. Fraser: Il a un facteur de conversion très faible.

M. Yewchuk: Nous commençons également à nous demander quelle attitude le ministre va adopter vis-à-vis du député de Crowfoot (M. Horner); celui-ci a dit en effet sans ambages et publiquement qu'il avait bel et bien l'intention d'empêcher le gouvernement d'imposer le système métrique aux agriculteurs.

M. Fraser: Il a converti le député de Crowfoot.